

Rapport annuel

L'acier belge en 2025

'EU Steel and Metals Action Plan' :
passons du cadre politique à une mise en œuvre efficace !



Mot du Président

De l'analyse à l'action : l'Europe prend des mesures en faveur de notre secteur

En 2025, l'Europe a pris d'importantes mesures politiques visant à relever les défis structurels du secteur de l'acier et des métaux. Fin 2024, les entreprises et les organisations syndicales avaient lancé conjointement un appel à l'aide clair. C'est dans ce cadre que la Commission européenne a présenté début 2025 le 'Steel and Metals Action Plan'. Ce plan, exposé par le Commissaire Séjourné, a constitué une première étape cruciale vers la mise en place de mesures ciblées pour notre secteur.

Ces initiatives sont essentielles. En effet, l'industrie sidérurgique reste soumise à une forte pression en raison des coûts élevés, de la surcapacité mondiale et des flux d'importation persistants. Il est dès lors indispensable que les mesures annoncées soient mises en œuvre rapidement, efficacement et concrètement, afin qu'elles fassent réellement la différence et contribuent à un avenir durable pour le secteur sidérurgique belge et européen.

Des conditions de marché difficiles exigent des mesures drastiques

Les conditions de marché internationales sont demeurées particulièrement pénibles en 2025. La surcapacité mondiale a encore atteint un niveau record, tandis que la reprise de la demande restait limitée et fragile dans plusieurs régions. La réintroduction des droits de douane américains a provoqué de nouvelles perturbations dans les flux commerciaux internationaux et a accru le risque de voir des volumes substantiels d'acier se retrouver sur le marché européen.

Au sein de l'Union européenne aussi, la consommation d'acier est restée faible, avec une consommation apparente de 132 millions de tonnes. La faible croissance économique, les tensions géopolitiques persistantes et la morosité du secteur industriel ont continué à peser lourdement sur la demande. Cette situation a accentué la pression sur les prix et les marges et a, une fois de plus, mis en évidence la vulnérabilité du secteur sidérurgique. Il n'est donc pas surprenant que ces conditions ne soient pas propices à des investissements à grande échelle en faveur de la neutralité climatique. Néanmoins, le secteur a poursuivi sans relâche ses efforts en vue de favoriser la neutralité climatique.

Toutefois, ce qui distingue clairement 2025 des années précédentes, c'est que l'Europe ne s'est plus contentée d'analyser ces défis, mais a franchi le pas vers des initiatives politiques concrètes. Le 'Steel and Metals Action Plan' en constitue un élément primordial et regroupe des mesures dans les domaines de la défense commerciale, de l'énergie, de l'économie circulaire et du soutien à la transition climatique.

Du cadre politique à la mise en œuvre

L'année 2025 fut une nouvelle année charnière pour notre secteur. Si la reconnaissance et le sentiment d'urgence étaient sources d'espoir, il est désormais primordial de convertir ces choix politiques en mesures concrètes et efficaces.

L'implémentation d'un instrument commercial performant permettant de combattre radicalement la surcapacité mondiale et ses conséquences négatives, reste une priorité absolue. Cette surcapacité dans la production d'acier est désormais estimée à 650 millions de tonnes,



pour une demande d'acier mondiale de 1.724 millions de tonnes. Le marché européen reste d'autant plus vulnérable aux perturbations commerciales et aux détournements que les pays tiers protègent actuellement leurs marchés. Le nouvel instrument, destiné à remplacer les mesures de sauvegarde actuelles, doit donc être instauré sans restriction le 1er juillet 2026. Tout affaiblissement de ce dispositif exposerait une nouvelle fois le secteur à des importations déloyales et compromettrait la sécurité des investissements.

Une deuxième priorité réside dans le 'Carbon Border Adjustment Mechanism' (CBAM), qui a encore subi de nombreux remaniements au cours des derniers mois de 2025 afin de le rendre 'infaillible'. Cette mission n'est pas encore tout à fait achevée, mais la volonté de surmonter les difficultés est bien présente et les travaux se poursuivront en 2026.

Par ailleurs, l'année 2025 a clairement montré que la transition industrielle ne pouvait aboutir sans les conditions préalables adéquates. Avec un objectif climatique ambitieux de -90% d'ici 2040, il faut se hâter de mettre en place toutes les pièces du puzzle. Un accès abordable et fiable à une énergie à faible intensité carbone est une condition sine qua non pour l'industrie sidérurgique. Les initiatives en matière de renforcement des réseaux, d'interconnexion et de stabilité des prix ne constituent donc pas une politique d'accompagnement, mais au contraire un aspect essentiel de la compétitivité industrielle. En Belgique aussi, le renforcement des réseaux et le déploiement accéléré de projets énergétiques deviennent primordiaux. Parallèlement, le développement de 'lead markets' pour l'acier à faible teneur en carbone est indispensable pour assurer la rentabilité des investissements et ancrer de manière structurelle la demande en produits sidérurgiques durables.

Avancer ensemble

Au niveau fédéral, plusieurs mesures sociales ont été adoptées en 2025. Elles ont eu un impact direct sur la concertation sociale dans notre secteur, avec de nouvelles modalités en matière de conditions salariales et de travail. En outre, la concertation interprofessionnelle a pris un retard considérable, et les négociations sectorielles n'ont abouti qu'au printemps 2026.

Dans cette perspective, je tiens enfin à remercier tous les collaborateurs, partenaires sociaux et parties prenantes de notre secteur pour leur engagement continu, leur dévouement et leur professionnalisme dans un contexte particulièrement difficile. Nos efforts communs et notre collaboration restent essentiels pour l'avenir de notre industrie.

Ensemble, nous continuons à œuvrer pour une sidérurgie belge et européenne forte, durable et compétitive, solidement ancrée en Europe et protégée contre la concurrence déloyale. C'est ainsi que le secteur sidérurgique pourra soutenir durablement l'Europe dans ses ambitions climatiques, sa résilience et sa prospérité.

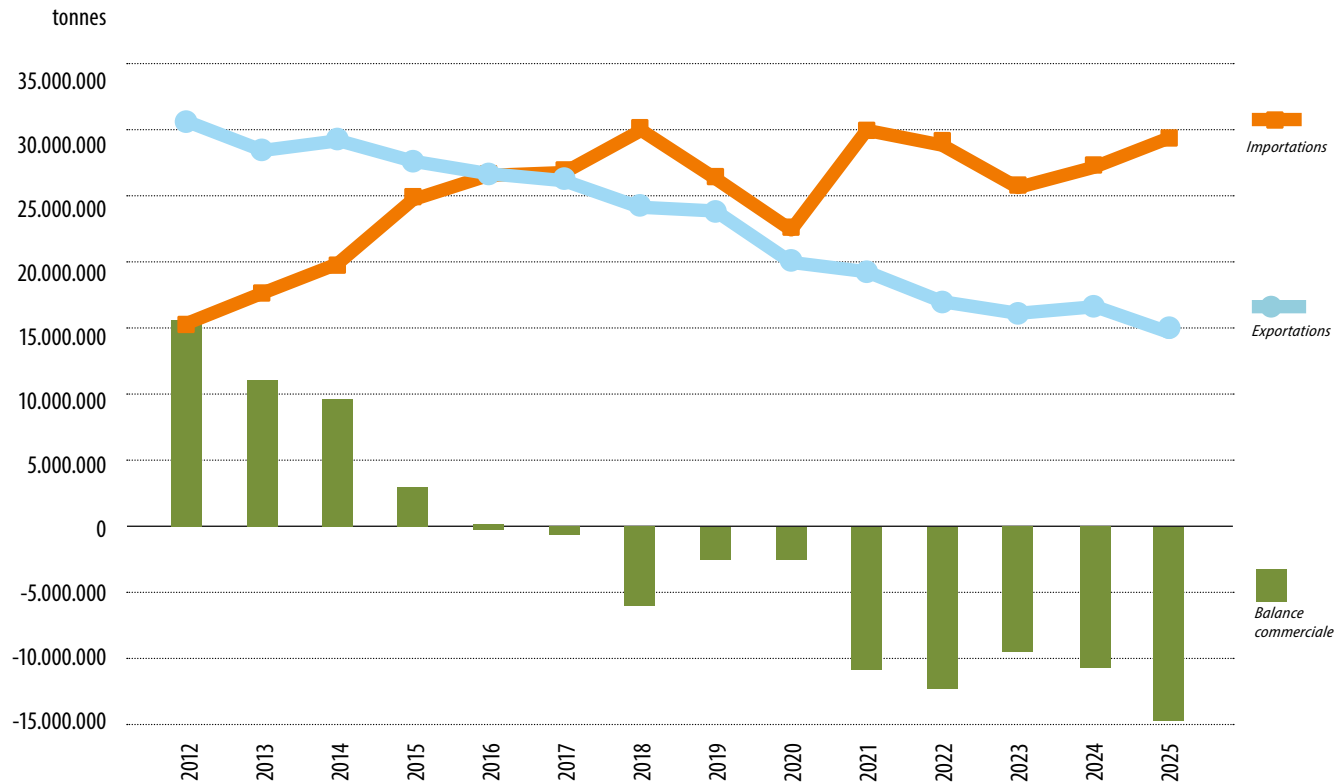
Manfred VAN VLIERBERGHE
Président

Production d'acier et Marché

La production belge d'acier brut se stabilise en 2025 autour de son niveau habituel, soit ± 7 millions de tonnes.

Sur une période de 13 ans, l'UE27 est passée du statut d'exportateur net d'acier fini d'environ 15 millions de tonnes à celui d'importateur net d'environ 15 millions de tonnes. Au regard d'une production totale d'acier brut de 126 millions de tonnes dans l'UE27 en 2025, cette évolution met en évidence des répercussions structurelles particulièrement importantes.

Balance commerciale de l'UE pour l'acier fini



Production d'acier en Belgique

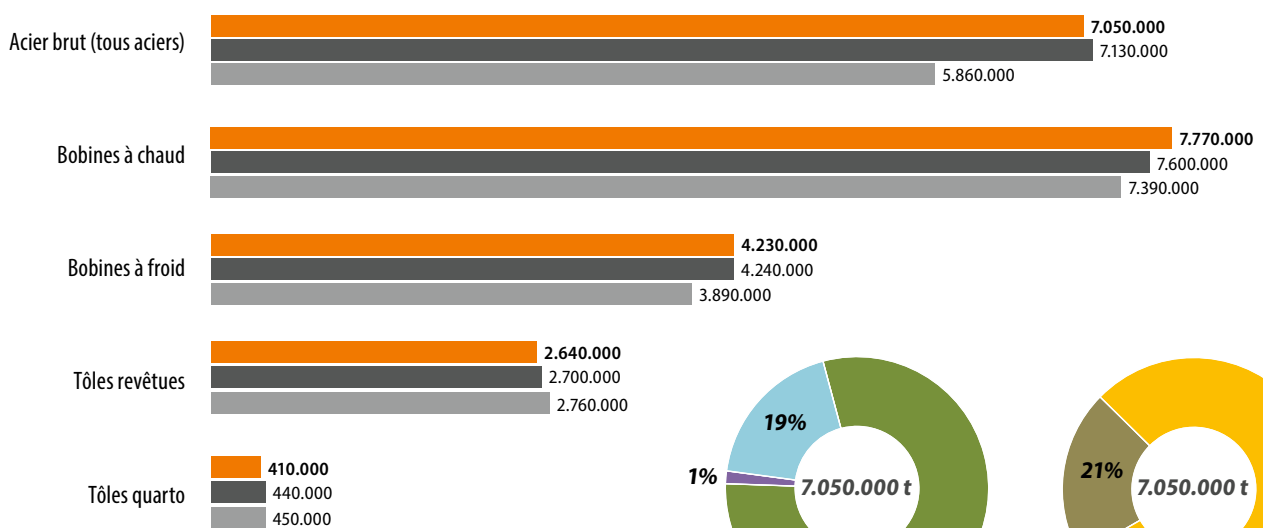


Fig.2a - Production d'acier en Belgique (tonnes)
 ■ 2025 ■ 2024 ■ 2023

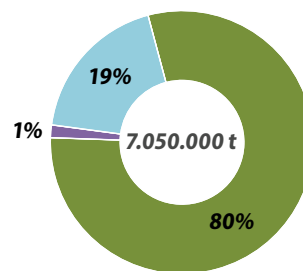


Fig.2b ■ Acier au carbone
 ■ Acier inoxydable
 ■ Autres alliages

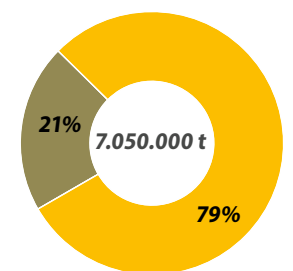


Fig.2c ■ Via convertisseur O₂
 ■ Via four électrique

Climat et Énergie

Le 'Steel & Metals Action Plan', une bouffée d'oxygène pour un secteur 'essoufflé'

Début 2025, la Commission européenne a franchi une étape importante pour le secteur sidérurgique en lançant le 'Steel & Metals Action Plan'. Ce plan d'action a vu le jour à la suite d'un appel à l'action conjoint des entreprises et des organisations syndicales, auquel le GSV a participé en étroite collaboration avec EUROFER et industriAll Europe.

Avec le 'Steel & Metals Action Plan', l'Europe réaffirme explicitement sa détermination à soutenir de manière ciblée le secteur sidérurgique dans le cadre d'une stratégie industrielle et climatique plus large. Cet appui est essentiel, car le secteur est confronté aux prix élevés de l'énergie, à une concurrence déloyale accrue et à des besoins significatifs d'investissement.

L'acier reste un matériau de base indispensable à une société prospère et résiliente. Ses applications couvrent les infrastructures, la transition énergétique, la défense et les chaînes de valeur industrielles. En même temps, le secteur représente une part importante des émissions industrielles de gaz à effet de serre. Cette situation souligne l'importance d'une approche qui concilie ambition climatique et faisabilité économique.

Le 'Steel & Metals Action Plan' convertit ce double défi en priorités politiques précises. Ce plan vise à limiter les fuites de carbone et la concurrence déloyale, à garantir l'accès à une énergie abordable et à faible intensité carbone, à créer des conditions d'investissement prévisibles et à renforcer l'économie circulaire et l'utilisation efficace des matières premières.

La nécessité d'un mécanisme CBAM infaillible

L'année 2025 a marqué la fin de la période de transition du 'Carbon Border Adjustment Mechanism' (CBAM). L'objectif du CBAM est de soumettre les produits à forte intensité carbone importés sur le marché européen à des coûts carbone équivalents à ceux de la production européenne. Ce mécanisme doit ainsi refléter correctement les coûts ETS auxquels sont soumis les producteurs européens. Le CBAM entrera intégralement en vigueur à partir de janvier 2026.

La période de transition a permis aux entreprises et aux pouvoirs publics de se familiariser avec le système, mais elle a également mis en évidence des défaillances qui compromettent l'efficacité du CBAM. Ces lacunes doivent être comblées en temps utile et de manière ciblée, puisque les secteurs européens soumis au CBAM (acier, aluminium, engrais, électricité et ciment) seront confrontés, à partir de 2026, à une réduction accélérée des quotas gratuits ETS. Si ce mécanisme s'avère insuffisamment fiable, cela risque d'entraîner une concurrence déloyale au sein du marché intérieur. Les producteurs non européens pourraient alors profiter des lacunes existantes pour échapper aux coûts liés au carbone, alors que les producteurs européens sont confrontés à une hausse rapide des coûts ETS.

Dans ce contexte, le GSV a activement contribué en 2025 à peaufiner le CBAM. L'accent a été mis sur la correction des incohérences du système et sur un calcul plus précis de la teneur réelle en carbone des produits importés.

En outre, le GSV continue de plaider en faveur d'une extension significative du CBAM aux produits situés en aval de la chaîne de valeur de l'acier. Sans cette extension, les produits sidérurgiques européens continueront à assumer les coûts liés au carbone, tandis que leurs équivalents importés en seront exemptés. Cela portera atteinte tant à la compétitivité des entreprises européennes qu'à la crédibilité du mécanisme.

Le volume des exportations reste également un sujet de préoccupation majeur. La hausse des coûts ETS nuit fortement à la compétitivité de l'acier européen sur les marchés internationaux. Sans solution structurelle et cohérente à ce problème, la part de marché comme la capacité d'investissement continueront d'être mises sous pression.

En 2026, le CBAM restera un dossier prioritaire pour le GSV, qui a l'ambition de contribuer de manière proactive à un mécanisme solide, efficace et garant de conditions de concurrence équitables.

Nouveaux instruments commerciaux et 'Industrial Accelerator Act'

En 2025, le marché mondial de l'acier est resté confronté à une surcapacité persistante. Face à une offre excédentaire structurelle et à l'expiration imminente de la mesure de sauvegarde européenne actuelle, prévue le 30 juin 2026, il était impératif d'agir. Conformément au 'Steel & Metals Action Plan', la Commission européenne a ainsi élaboré un nouvel instrument commercial destiné à remédier à cette problématique après la suppression des mesures de sauvegarde.

Cet instrument doit permettre de compenser, de manière efficace et conforme aux règles de l'OMC, l'impact négatif de la surcapacité mondiale, tout en respectant une politique commerciale ouverte et fondée sur des règles. Pour l'industrie sidérurgique européenne, cette initiative est fondamentale : elle garantit un cadre commercial stable et fiable qui permet d'atténuer la pression liée aux importations et de ramener la production à des volumes économiquement rentables. Elle constitue dans le même temps une condition préalable essentielle pour garantir la rentabilité des investissements.

En octobre 2025, la Commission a publié une proposition ambitieuse, qui a été examinée avec toute la diligence requise par le Conseil et le Parlement. Le GSV a suivi ces négociations de près et a mis son expertise à disposition. Entre-temps, le GSV continue d'insister pour que les trilogues aboutissent en temps voulu, afin que le nouveau système puisse entrer en vigueur le 1er juillet 2026.

En 2025, la Commission a également préparé le 'Industrial Accelerator Act' (IAA), dont la publication a finalement été reportée à 2026. À travers l'IAA, l'Europe souhaite accélérer les investissements dans les secteurs industriels stratégiques et renforcer la résilience industrielle. Un aspect important à cet égard consiste à stimuler la demande de produits à faibles émissions par le biais de 'lead markets', notamment en imposant des exigences ciblées dans les appels d'offres publics.

Le GSV se réjouit de cette démarche, mais plaide en faveur d'une approche résolument 'made in EU'. Par ailleurs, le GSV participe activement au groupe de projet flamand 'Marktstimulatie Low-Carbonproducten', qui examine comment les marchés publics flamands peuvent concrètement y donner suite.

L'électrification abordable, clé de la décarbonisation industrielle

Une Europe neutre en carbone nécessite une transition énergétique radicale. L'électrification jouera un rôle de plus en plus important dans les processus de production, la chaleur industrielle, la production d'hydrogène et le captage du CO₂. Dans l'industrie sidérurgique, l'accès à une électricité abordable, fiable et à faible empreinte carbone, ainsi que le renforcement des capacités du réseau sont indispensables.

Grâce au *'Electrification Action Plan'* (EAP), la Commission entend mettre fin à la stagnation en matière d'électrification. L'analyse a révélé que les prix élevés de l'électricité, la lenteur du déploiement des infrastructures de réseau et la complexité des procédures d'octroi de permis étaient à l'origine de cette stagnation. À cet égard, Mario Draghi a souligné dans son rapport la nécessité de réexaminer en profondeur la tarification sur le marché de l'électricité. Il a notamment posé la question de savoir si le marché européen de l'électricité actuel était encore *'fit for purpose'*. Selon lui, le marché reste trop dépendant de la fluctuation des prix du gaz et n'offre pas suffisamment de sécurité à long terme pour les investissements, ce qui menace la compétitivité européenne. Le GSV partage cette analyse et préconise une étude et une évaluation approfondies en 2026.

En Belgique également, les entreprises grandes consommatrices d'énergie restent confrontées à des prix élevés de l'électricité et à un accès limité à des contrats à long terme concurrentiels. Des instruments tels que la compensation des coûts indirects ETS restent donc primordiaux, et le GSV prône leur utilisation optimale.

De plus, à l'initiative du ministre fédéral de l'Énergie Mathieu Bihet, le gouvernement fédéral a pris en 2025 des mesures concrètes pour l'élaboration de la norme énergétique et la mise en œuvre du *'Clean Industrial Deal State Aid Framework'* (CISAF) européen. Cette norme énergétique vise à réduire structurellement les coûts énergétiques des entreprises grandes consommatrices d'électricité grâce à des ajustements ciblés des tarifs de transmission. En outre, le dispositif d'aide du CISAF permet de soutenir les entreprises de manière temporaire et ciblée. Un budget d'environ 1 milliard d'euros a été prévu à cet effet pour la totalité de la législature. Le GSV apprécie ces efforts de la Belgique visant à concilier compétitivité, sécurité des investissements et ambitions climatiques.

La Flandre et la Wallonie renforcent leurs accords stratégiques avec le monde industriel

En Flandre, une évaluation approfondie des *'Energiebeleids-overeenkomsten'* (EBO) a été réalisée en 2025 à la demande du gouvernement flamand. Ces conventions volontaires, qui trouvent leur origine dans les accords de benchmarking et d'audit de 2002 et s'appliquent sous leur forme actuelle depuis 2014, constituent un pilier important de la politique flamande en matière d'efficacité énergétique pour l'industrie.

L'évaluation montre que les EBO ont contribué à une amélioration mesurable de l'efficacité énergétique des entreprises participantes, notamment grâce à une approche structurée, des audits périodiques et un suivi systématique. Toutefois, le rapport constate que le principe d'additionnalité est sous pression et que le potentiel des mesures rentables n'est pas entièrement exploité partout. Le rapport recommande ainsi d'affiner davantage cet outil en veillant plus étroitement à sa mise en œuvre et

à son suivi, et en l'adaptant mieux aux secteurs dont les processus sont continus et à forte intensité énergétique.

En Wallonie, la Convention Carbone a été officiellement lancée en 2025 avec la signature de la Communauté carbone de la sidérurgie. Ces conventions s'inscrivent dans la continuité des Accords de Branche, qui, depuis le début des années 2000, ont orienté les efforts en matière d'efficacité énergétique et de réduction des émissions dans l'industrie wallonne.

À travers la Convention Carbone, les entreprises sidérurgiques wallonnes s'engagent à prendre de nouvelles mesures en faveur de la neutralité climatique. En échange, le gouvernement wallon propose des contreparties connues qui contribuent à modérer les coûts énergétiques, complétées par des audits et des appels à projets ciblés. Parallèlement, le GSV attire l'attention sur le contexte particulièrement complexe dans lequel opère le secteur sidérurgique, ce qui a également donné lieu au *'Steel & Metals Action Plan'*. Une pression trop forte ou trop rapide exercée sur les entreprises pour qu'elles s'engagent dans des projets d'investissement de grande envergure et souvent encore incertains, alors que des sources d'énergie abordables et suffisamment décarbonées telles que l'électricité, le biométhane et l'hydrogène ne sont pas encore disponibles de manière structurelle, risque de compromettre la transition plutôt que de la soutenir.

Une décarbonisation réussie requiert une approche globalisée, dans laquelle les investissements vont de pair avec des conditions de marché prévisibles, des sources d'énergie à faible intensité carbone abordables, de solides infrastructures en matière d'énergie et de carbone, une maturité technologique et un cadre réglementaire transparent et fiable. Ce n'est que lorsque ces éléments seront réunis que la transition climatique pourra devenir un levier pour une sidérurgie durable et compétitive.

En conclusion

En 2025, l'Europe a explicitement reconnu le rôle stratégique du secteur sidérurgique. Au niveau fédéral et régional également, il a été démontré qu'une politique climatique ambitieuse pouvait aller de pair avec une industrie forte et concurrentielle.

Le GSV souhaite poursuivre sur cette lancée positive. En tant qu'organisation sectorielle, il s'engage à soutenir au mieux ses membres et à dialoguer de manière constructive avec les responsables politiques et les autres parties prenantes. Le GSV souhaite, par la voie de son expertise, du dialogue et de la coopération, contribuer à un secteur sidérurgique belge compétitif qui s'implique activement dans la transition climatique. Le secteur continuera ainsi à jouer son rôle au sein d'une industrie européenne qui constitue un pilier de la prospérité économique et de la résilience stratégique.

Le domaine social

Un contexte socio-économique exigeant

Sur le plan socio-économique, l'année 2025 a été marquée par l'arrivée d'un nouveau gouvernement qui prône une discipline budgétaire stricte et de nombreuses réformes de notre marché du travail. Le gouvernement fédéral s'est attaqué à un exercice budgétaire de grande ampleur afin de réduire le déficit croissant.

Entre-temps, le gouvernement a pris des mesures concrètes pour réformer la réglementation du chômage, notamment la limitation dans le temps des allocations de chômage. Plusieurs autres réformes ont par ailleurs été lancées, qui contribuent à redynamiser la politique du marché du travail.

En raison du mécanisme d'indexation automatique, les coûts salariaux restent particulièrement élevés en Belgique. Cette situation oblige le gouvernement à prendre des mesures radicales en matière d'indexation.

Ce contexte a entraîné une intensification des tensions sociales et a donné lieu, tout au long de l'année, à diverses manifestations et grèves.

Concertation sociale et accords sectoriels

En 2025, les négociations interprofessionnelles ont connu un départ difficile et aucun accord interprofessionnel n'a pu être conclu quant à la marge salariale. Par conséquent, le gouvernement a fixé par arrêté royal la marge salariale maximale à 0% pour la période 2025-2026.

Par ailleurs, la réglementation fédérale relative à la fin de carrière a fait l'objet d'une réforme en profondeur. Cela a renforcé le besoin de transparence et de sécurité juridique pour les entreprises et les travailleurs. Le GSV a systématiquement porté ces points à l'attention des instances politiques compétentes.

Malgré ce contexte national difficile, les partenaires sociaux du secteur sidérurgique ont réussi à établir les bases de nouveaux accords

sectoriels dans la CP 104 (ouvriers) et la CP 210 (employés). La concertation sectorielle a entamé plus tard que d'habitude et a finalement abouti au printemps 2026. Ces accords contiennent notamment des dispositions relatives à la sécurité d'emploi, à la formation, à la fin de carrière, au travail faisable, à de nouvelles CCT concernant l'IA (intelligence artificielle) et la responsabilité des travailleurs, complétées par des mesures sociales supplémentaires.

Investir ensemble dans les personnes et l'avenir

En 2025, le GSV a mené une étude sectorielle sur la faisabilité du travail et l'employabilité durable. En collaboration avec la KU Leuven (HIVA), l'étude intitulée '*Identification de bonnes pratiques pour un travail réalisable et viable dans le secteur sidérurgique*' a été élaborée en détail. Cette étude met le doigt sur les bonnes pratiques concrètes concernant notamment les systèmes de travail en équipe, l'ergonomie et la gestion de la fin de carrière, et offre aux entreprises des outils pratiques pour atténuer la pénibilité du travail. L'implication étroite des représentants des travailleurs a permis d'aboutir à une étude largement acceptée et pertinente.

Dans le cadre de l'accord sectoriel, il a également été convenu de mettre en place une campagne de sensibilisation à la non-discrimination.

Le GSV continue de s'engager en faveur d'un cadre social qui offre à la fois sécurité aux travailleurs et faisabilité aux entreprises. Les défis auxquels le secteur est confronté sont considérables, mais sa force réside dans la coopération et la confiance mutuelle. En renforçant cette collaboration, nous contribuons à créer un secteur sidérurgique qui, outre son rôle moteur sur le plan économique, accorde une grande importance à la durabilité sociale et à la coopération.

Le Centre de recherche OCAS inaugure un nouveau centre d'essais pour la transition énergétique

Le centre de recherche OCAS a inauguré à Zelzate le nouveau GET-LAB (*'Global Energy Transition'*), un centre d'essais dédié au développement et à l'application de matériaux destinés à l'innovation industrielle et à la transition énergétique. L'accent est mis sur des technologies telles que les systèmes à hydrogène ainsi que le transport et le stockage du CO₂.

Dans le cadre du partenariat public-privé FINOCAS, entre ArcelorMittal Belgium et les autorités flamandes, cette initiative renforce l'infrastructure de recherche stratégique en Flandre et en Europe. Le centre est équipé d'installations d'essai de pointe permettant d'évaluer le comportement des matériaux sous haute pression de gaz, conformément aux plus récentes normes internationales.

Le GET-LAB offre une plateforme neutre et flexible pour l'innovation industrielle et la collaboration, et soutient le développement d'applications sûres et fiables dans le domaine des infrastructures de l'hydrogène et du CO₂. Ainsi, il contribue concrètement aux objectifs climatiques européens et à la poursuite du déploiement de solutions industrielles en faveur de la transition énergétique.



Des navires plus larges rejoignent ArcelorMittal à Gand grâce à une nouvelle écluse

Le passage réussi du navire PIAVIA (38,04 m de large et 229,20 m de long) par la Nouvelle Écluse de Terneuzen jusque ArcelorMittal à Gand marque une étape majeure pour North Sea Port et ArcelorMittal. Le navire, transportant une cargaison commerciale, a démontré que des navires plus larges peuvent désormais naviguer en toute sécurité sur le Canal Gand-Terneuzen.

Cette évolution permet de traiter des volumes plus importants en un seul transport, ce qui se traduit par une réduction des coûts et une logistique plus durable. L'impact est considérable : un approvisionnement plus efficace en matières premières et une évacuation plus diligente des produits finis renforcent la compétitivité tant du port que d'ArcelorMittal Belgium.

La Nouvelle Écluse a été conçue pour accueillir des navires de classe Panamax, et d'autres optimisations sont prévues. Des travaux sont en cours pour réaliser un chenal d'une profondeur de 14,5 mètres en direction de Terneuzen et un passage pour des navires jusqu'à 43 mètres de large vers Gand. Cette expansion offre des avantages économiques supplémentaires et favorise la poursuite de la croissance et l'ancrage international de l'industrie dans la région.



Aperam Châtelet : le projet LANCE

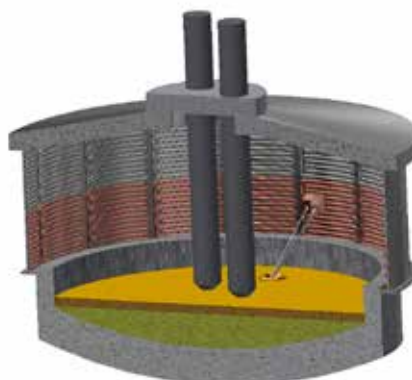
Le projet LANCE a pour objectif de concevoir une nouvelle génération de dispositifs d'injection fluides et solides, visant à améliorer le rendement énergétique et métallique, la productivité ainsi que la fiabilité des installations de l'Acierie de Châtelet.

A cet effet, APERAM Châtelet a installé un robot échantillonneur sur le four électrique. Grâce à ce robot, il est désormais possible de réaliser des prélèvements directement pendant la phase d'élaboration, ce qui permet d'obtenir des informations plus précoces et plus précises sur l'état du bain.

Cette meilleure visibilité aide les opérateurs à piloter plus finement la fusion et l'affinage du four, ce qui contribue à réduire la consommation d'énergie tout en garantissant la qualité attendue.

Les mesures réalisées à l'aide du robot constituent une base essentielle pour calibrer et valider les modèles numériques et thermodynamiques développés dans le cadre du projet LANCE. Ces modèles serviront ensuite à la conception d'une nouvelle génération de lances de soufflage.

Le projet LANCE s'inscrit dans un programme collaboratif soutenu par la Région wallonne, réunissant des partenaires industriels, des centres de recherche et des universités. Il



illustre l'importance de la collaboration entre le monde académique et l'industrie pour développer des solutions innovantes au service d'une sidérurgie plus performante et plus durable.

Aperam Genk gagne le 'Voka Innovatie Award 2025' : la révolution de l'IA dans la sidérurgie

Aperam, leader mondial dans le domaine de l'acier inoxydable et du recyclage, a été désigné lauréat du Prix de l'Innovation 2025 lors de la prestigieuse cérémonie de remise des prix, organisée par Voka Limburg. Le jury a désigné le site de Genk comme l'entreprise la plus innovante dans la catégorie 'Grandes entreprises' en raison de son système d'inspection par IA révolutionnaire, développé en interne.

Aperam Genk a su convaincre le jury avec un projet alliant maturité technologique et vision audacieuse : la détection automatique des défauts de surface sur l'acier inoxydable grâce à l'intelligence artificielle (IA).

Jimmy De Wilde, Plant General Manager à Genk, est fier : « Le Prix de l'Innovation est une reconnaissance forte de l'ingéniosité de nos équipes. En associant notre expertise interne à des collaborations universitaires, nous avons réussi à transformer la technologie numérique en une solution concrète qui renforce notre compétitivité. »



Avec le slogan 'Ensemble, pour plus d'acier dans la construction', le fonctionnement d'Infosteel s'articule autour de 3 axes : connecter – informer – inspirer. Pour pouvoir organiser ces actions, une collaboration étroite avec les principaux segments de la 'key value chain' est essentielle : les producteurs d'acier, les négociants en acier et les constructeurs en acier.

'Score With Steel'

Les activités visant spécifiquement à inspirer les architectes et les maîtres d'ouvrage de bâtiments, sont organisées sous l'égide de 'Score With Steel'. Outre les visites de projets, l'accent est mis sur la communication via les médias sociaux.

InfoSteel-magazine

Le magazine InfoSteel qui, en grande partie gratuitement, est distribué 4 fois par an dans plus de 2.500 boîtes aux lettres, est un pilier de la communication. Une sélection de différentes applications de l'acier y est présentée de manière plus détaillée, sous forme de textes et surtout d'images.

Formations

Un objectif important d'Infosteel est de maintenir à jour les connaissances sur la conception et l'application de l'acier dans le secteur de la construction. Outre la publication de manuels, les cours d'Infosteel constituent un outil fondamental à cet effet.



Steely England — Voyage d'études à l'étranger en Angleterre



Événement « Score With Steel » — Remise des prix du Concours Construction Acier dans les anciens locaux de la Royale Belge

CPR, EPBD et Totem

La publication du nouveau CPR et de la nouvelle directive EPBD entraînera beaucoup de changements dans les années à venir pour presque toutes les entreprises de la filière de la construction en acier. Infosteel représente la filière de la construction en acier auprès du SPF Environnement, de l'UBAtc (Union Belge pour l'Agrément Technique dans la Construction), Procertus, ... et transforme la matière complexe en informations pratiques pour les entreprises concernées.

Concours Construction Acier

Le Concours Construction Acier est depuis longtemps un élément incontournable du programme d'Infosteel. Ces dernières années, l'approche a quelque peu évolué : un concours distinct est organisé alternativement pour les ponts, d'une part, et pour les bâtiments, d'autre part, respectivement au niveau du BeNeLux et du BeLux. Des efforts supplémentaires sont également consentis en matière d'engagement, en organisant chaque fois un événement attractif pour annoncer les lauréats.

Connecter

Les activités physiques sont l'occasion pour les participants de nouer des contacts. L'activité de réseautage la plus intense est le voyage d'étude à l'étranger, qui avait pour destination l'Angleterre en 2025.



Événement au G.D. de Luxembourg avec plusieurs visites de projets au départ d'Esch-Belval.



À partir du numéro 81, le magazine a fait peau neuve, avec une implication accrue des membres d'InfoSteel

CRM Group : de la recherche à l'impact industriel

CRM Group est un centre de recherche appliquée indépendant situé à Liège et Gand, axé sur la transformation des connaissances scientifiques en solutions industrielles pratiques. En combinant des installations pilotes, une maîtrise métallurgique approfondie (290 employés) et des partenariats à long terme, le CRM Group soutient l'industrie sidérurgique dans la gestion de problématiques cruciales telles que la décarbonation, l'économie circulaire, l'amélioration des processus et la digitalisation.

Production durable de l'acier

La transition énergétique transforme les procédés de production de l'acier. Au CRM Group, nous appuyons cette transition en concevant et en validant des technologies permettant de diminuer les émissions industrielles de CO₂. Les méthodes comprennent la réduction directe du fer, la modélisation des procédés EAF, l'injection sécurisée d'hydrogène dans les hauts fourneaux, le développement d'agents réducteurs alternatifs, les technologies de tri et de nettoyage des ferrailles, la gestion des résidus dans la production d'acier à forte intensité de contenu recyclé, la valorisation des co-produits et des scories, la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles dans les procédés de réchauffage et la capture du CO₂.

On peut relever les points marquants suivants :

- Un nouveau réacteur pour la simulation de la réduction directe du fer (DRI) conçu pour produire des quantités plus importantes de DRI (jusqu'à 55 kg) dans des conditions représentatives des procédés Midrex, Energiron et au H₂ pur, incluant la composition des gaz, la température et la pression. [Fig. 1]
- Une nouvelle usine pilote de capture de CO₂ utilisant un procédé cryogénique prometteur d'anti-sublimation, aménagée dans un



Fig. 1 – Réacteur pour la réduction directe du fer



Fig. 2 – Pilote de capture CO₂ cryogénique anti-sublimation (installé sur un site de production de chaux)

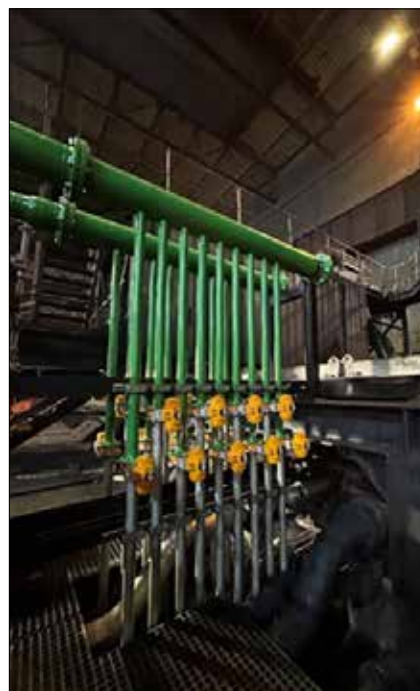


Fig. 3 – Dispositif de refroidissement intelligent d'ébauche



Fig. 4 – Installations d'essai pour le comportement de matériaux exposés à l'hydrogène

conteneur marin permettant son déplacement sur site pour des essais sur des conduits de fumée industriels sélectionnés. [Fig. 2]

- Le développement de solutions pour récupérer et réutiliser la chaleur résiduelle des bobines laminées à chaud. Deux concepts ont été développés et leur adaptation aux conditions industrielles est en cours.

Amélioration de la fiabilité opérationnelle

CRM Group soutient l'industrie sidérurgique dans ses efforts pour une plus grande efficacité, un impact environnemental moindre et une fiabilité opérationnelle accrue, en combinant innovation dans les procédés, modélisation avancée, outils numériques et validation industrielle. Des solutions tout au long de la chaîne de production, de l'agglomération des minerais de fer au laminage à chaud et au revêtement final, sont en cours de développement, telles que

- Un nouvel outil numérique pour soutenir la maintenance des chaînes d'agglomération afin de permettre une surveillance continue des entrées d'air parasites, de faciliter des actions de maintenance ciblées, d'améliorer l'efficacité énergétique et de prolonger la durée de vie des équipements.
- La mise en œuvre industrielle d'un dispositif de refroidissement intelligent pour la correction en temps réel des distorsions de température des ébauches, améliorant la qualité du produit et la stabilité du procédé grâce à la réduction des problèmes de guidage de bande, de refus d'engagement et de rabouletage. [Fig. 3]
- Une plateforme d'essai unique pour tester le comportement des matériaux et composants sous exposition à l'hydrogène dans des environnements représentatifs d'hydrogène gazeux et cryogénique. [Fig. 4]

4 Rue Ravenstein, 1000 Bruxelles - T. +32 (0)2 509 14 16 - www.steelbel.be - E. kristel.bijnens@steelbel.be

GSV est l'organisation professionnelle de la sidérurgie belge

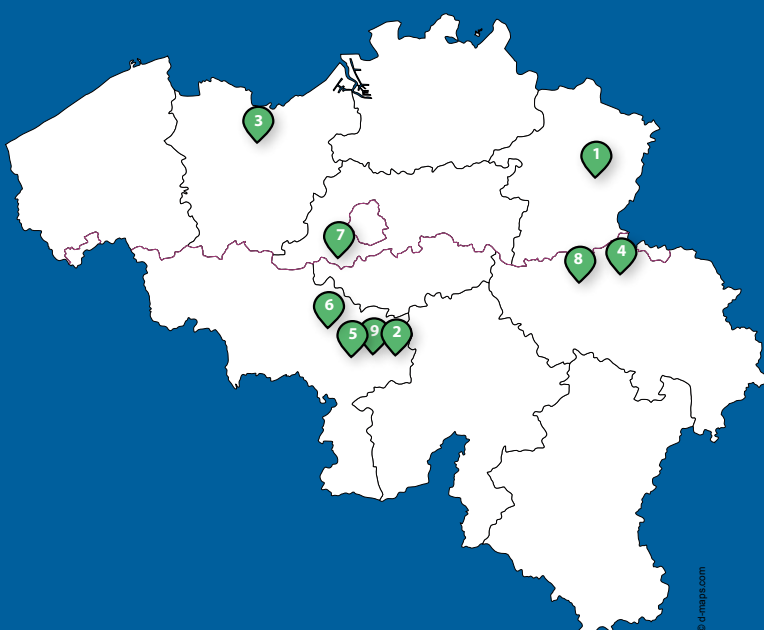
Composition Organe d'Administration (au 31.12.2025)

Président	Manfred VAN VLIERBERGHE	Advisor for Strategic and Technical Projects, ARCELORMITTAL EUROPE
Administrateurs	Giovanni BORINELLI	CEO Strip – NLMK Europe, NLMK LA LOUVIÈRE
	Jan CORNELIS	Country Manager ArcelorMittal Belgium, ARCELORMITTAL GENT
	Serge DALLENOGARE	Plant General Manager, APERAM CHÂTELET
	Jimmy DE WILDE	Plant General Manager, APERAM GENK
	Bertrand LEJEUNE	Directeur Général, SEGAL / GROUPE TATA STEEL
	Luc LIBERSENS	Chief Technology and Innovation Officer Industeel, INDUSTRIEL BELGIUM SA / GROUPE ARCELORMITTAL
	Arnaud LUST	General Manager, NLMK CLABECQ
	David VALENTI	General Manager, THY-MARCINELLE SA / GROUPE RIVA

Direction GSV

Directeur Général Philippe COIGNÉ

Entreprises Membres (au 31.12.2025)



aperam

- 1 Aperam Genk - www.aperam.com
- 2 Aperam Châtelet - www.aperam.com

ArcelorMittal

- 3 ArcelorMittal Gent - <https://belgium.arcelormittal.com>
- 4 ArcelorMittal Liège - <https://belgium.arcelormittal.com>
- 5 Industeel Belgium - <https://industeel.arcelormittal.com>

NLMK

- 6 NLMK La Louvière - www.eu.nlmk.com
- 7 NLMK Clabecq - www.eu.nlmk.com

TATA TATA STEEL

- 8 Segal (Tata Steel) www.segal.be

r IVA

- 9 Thy-Marcinelle (Group Riva) www.thy-marcinelle.com